

Le Hezbollah aux portes du pouvoir au Liban

LE RÉSUMÉ

3,7 millions de Libanais sont appelés aux urnes ce dimanche pour renouveler les 128 députés du Parlement.

La petite république du Liban, **déstabilisée par la guerre en Syrie**, n'avait plus connu de législatives depuis neuf ans.

Le Hezbollah, un groupe chiite **créé par l'Iran et proche de Bachar al-Assad**, devrait sortir renforcé de ces élections.

3,7 millions

3,7 millions d'électeurs sont appelés à renouveler le Parlement libanais, dans un pays de plus de 6 millions d'habitants, dont 1,5 million de réfugiés.

VINCENT GEORIS

En 2009, les 128 députés libanais avaient été élus pour quatre ans. Ils sont restés en place pendant neuf ans, deux fois plus longtemps que prévu. Mais cela pourrait changer. Les Libanais sont appelés à renouveler leur Parlement ce dimanche. Le scrutin, très attendu, pourrait renforcer l'emprise du Hezbollah sur ce petit pays coincé entre la Syrie et Israël.

Ces dernières années, le «pays du Cèdre» a été fragilisé par le conflit syrien, qui a provoqué l'arrivée massive de plus de 1,5 million de réfugiés fuyant Bachar al-Assad et l'État islamique, et le départ de miliciens sunnites pour le front. Sa frontière commune avec Israël a aussi été une source de tensions.

L'économie libanaise, libérale et jadis florissante, tourne au ralenti et sa dette publique s'élève à 150% du PIB.

Le chômage est élevé et le poids de la guerre et des réfugiés syriens, dans ce pays de plus de 6 millions d'habitants, est conséquent.

La classe politique, accusée de corruption, ne représente que peu d'espoir pour les 3,7 millions d'électeurs.

Le système de partage du pouvoir, confessionnel, assure une représentation paritaire entre musulmans et chrétiens, dans un pays qui compte 18 communautés religieuses. Les musulmans représentent 54% de la population et les chrétiens, en majorité maronites, 41%. Suite à un pacte national conclu lors de l'indépendance en 1943, le président de la République doit être un chrétien maronite, le Premier ministre un musulman sunnite et le président du Parlement un musulman chiite.

Le grand changement de ce scrutin vient du passage du mode de scrutin à la proportionnelle, alors qu'il était uninominal majoritaire.

La nouvelle loi électorale profitera aux petits partis, qui devraient faire leur entrée au Parlement. Les formations traditionnelles devraient perdre en puissance.

Le Hezbollah espère devenir majoritaire

Dans ce contexte, le Hezbollah, le «Parti de Dieu», un groupe chiite islamiste créé par l'Iran, pourrait devenir majoritaire, en conservant le pouvoir dans les régions où il est tout-puissant et en se renforçant dans les autres.

Fondé en 1982 à la suite de l'intervention militaire israélienne au Liban, le Hezbollah dispose d'une milice lourdement armée. Dans sa charte, ce mouvement djihadiste appelle à la destruction d'Israël.

Sur le terrain, ses forces avoisinent 20.000 combattants et comptent un arsenal de milliers de roquettes et de missiles. Ses représentants sont aussi actifs dans l'armée officielle du Liban.

Les Etats-Unis, plusieurs pays occidentaux et la Ligue arabe considèrent le Hezbollah comme une organisation terroriste. En 2013, l'Union européenne a classé sa branche militaire comme terroriste.

La diaspora autorisée à voter

Le Liban est dirigé par des grandes familles et un establishment qui

semblaient indéboulonnables depuis des décennies. Cette fois, ce petit monde pourrait trembler sur ses fondations, avec la montée en puissance du Hezbollah, allié de l'Iran, de la Russie et du gouvernement syrien. Mais rien n'est joué, la nouvelle loi électorale du Liban favorisant la formation de coalitions.

Le Liban a vécu sous la domination de la Syrie pendant 29 ans, jusqu'en 2005, date à laquelle les derniers soldats ont quitté le pays.

Lors des dernières élections, la majorité absolue revint à l'opposition anti-syrienne, menée par Saad Hariri, fils de l'ex-Premier ministre assassiné Rafic Hariri, proche de l'Arabie saoudite. Les partis chiites pro-syriens forment la deuxième force du Parlement.

Pour la première fois, la diaspora libanaise est autorisée à voter. Mais le succès de cette nouvelle mesure est relatif, à peine 80.000 d'entre eux s'étant inscrits. C'est loin du nombre estimé de Libanais installés dans le monde, entre 4 et 14 millions, selon la prise en compte des descendants.